

L'Anjou rouge

Bulletin de la Fédération angevine de la L.C.R. - juin 2007

☎ 02 41 25 19 10 (téléphone-fax-répondeur)

✉ lcr49@hotmail.com 🌐 <http://lcrangers.free.fr/>



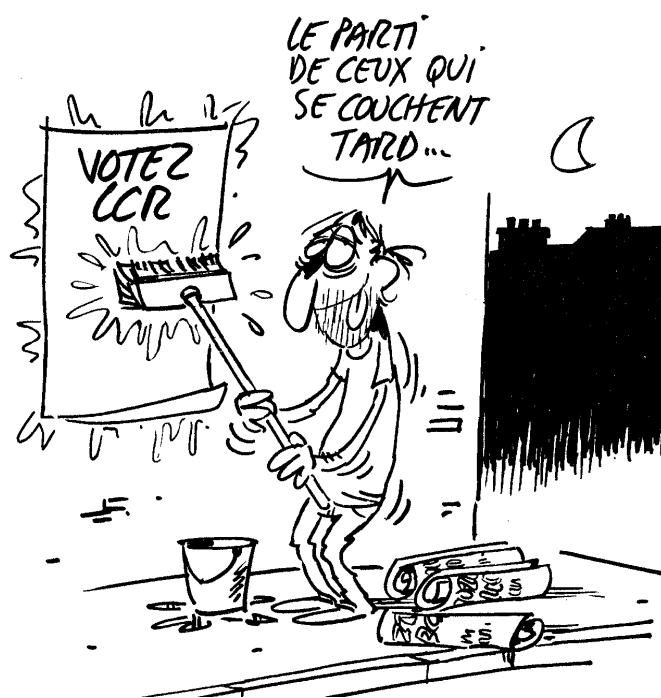
Après les présidentielles et les législatives... RENDEZ-VOUS DANS LES LUTTES !

Ainsi, la droite a finalement gagné les deux élections présidentielle et législatives. Ainsi, le vote prétendument « utile » à gauche a joué – comme il était prévisible après le 21 avril 2002 – en faveur de la candidate désignée par le PS, mais sans lui permettre pour autant de réaliser l’alternance avec la droite, Sarkozy ayant habilement réussi à se faire passer auprès d’une partie de l’électorat populaire comme le candidat de la « rupture »...

Il faut bien dire en effet que la campagne de Ségolène Royal n’a pas brillé par son caractère social. Bien plus, après avoir repris la thématique patriotarde de Sarkozy peu avant le premier tour des présidentielles, la candidate a cru bon de lancer dans l’entre-deux tours des appels du pied en direction d’un centre aussi introuvable qu’hétéroclite, tandis que Sarkozy multipliait d’efficaces mises en scène populistes. Dans ces conditions, rien de bien étonnant non plus dans les ralliements à Sarkozy des Kouchner et autres transfuges du PS : déjà convertis au libéralisme, ils sont seulement allés un peu plus à droite que ne le souhaitent actuellement les dirigeants du PS. Notons au passage que dans ce domaine de la confusion – ou de la clarification –, l’exemple vient d’Allemagne, où règne la « grande coalition droite-gauche » (CDU-SPD) depuis les élections de l’automne 2005, mais aussi d’Italie, où les « Démocrates de Gauche » (ancienne majorité du puissant Parti communiste italien, affiliés depuis 15 ans à l’Internationale socialiste) viennent de fusionner avec une partie de l’ancienne Démocratie-Chrétienne...

La nouveauté de l’élection présidentielle vient du fait qu’à cette occasion, avec 4,08 %, la LCR, en la personne de son candidat Olivier Besancenot, est apparue comme la seconde force politique à gauche, loin derrière le PS certes, mais pour la première fois devant tous les autres courants, PCF, Verts, les Al-

termondialistes réunis derrière José Bové, Lutte Ouvrière. Pour les trois premiers d’entre eux, la raison en est simple : nous avons pour notre part décidé de prioriser les revendications sociales tout en nous démarquant le plus nettement possible du social-libéralisme de la direction du PS, sans pour autant mettre de trait d’égalité entre la droite et la gauche. Ainsi, Olivier Besancenot a presque maintenu son score de 2002, et même progressé de 300.000 voix.



Certes, aux élections législatives, nous sommes repassés globalement derrière le PCF et les Verts, mais le PS avait laissé à ces derniers plusieurs circonscriptions « gagnables ». Quant au PCF, s’il vit encore sur quelques « bastions historiques » du mouvement socialiste, ailleurs, et pas seulement en Maine-et-Loire, ses candidats font en général de moins bons scores que les nôtres (voir plus loin le tableau des résultats dans le département). Cette situa-

tion nous donne une responsabilité particulière, celle de participer à la construction d'une grande force anticapitaliste, nettement délimitée par rapport au Parti socialiste.

En ce qui concerne ces législatives, comme prévu (merci à Jospin et à l'inversion du calendrier des deux élections !), elles ont confirmé le résultat de la présidentielle, mais – malgré une abstention énorme dans les quartiers populaires - avec un sursaut de la gauche au second tour : finalement, non seulement il n'y a heureusement pas eu de « vague bleue » à l'Assemblée nationale, mais la gauche traditionnelle a même repris des sièges à l'UMP par rapport à 2002, Juppé et quelques autres ont mordu la poussière, et la droite sera sans doute un peu moins arrogante... Cela dit, l'expérience des luttes de ces der-

nières années nous montre qu'il ne faut pas compter sur cette gauche parlementaire pour faire barrage aux projets de Sarkozy, l'avocat des grands patrons et du MEDEF. En effet, bien des projets libéraux ont été ou sont acceptés par les dirigeants du PS (leurs députés européens viennent de voter avec la droite la libéralisation totale du courrier postal en 2011 et Ségolène Royal s'est déclarée globalement d'accord avec la loi sur la soi-disant « autonomie » des universités). Ils ont même déjà commencé à s'entre-déchirer sur... les prochaines présidentielles de 2012 !

La véritable opposition, ce sera notre mobilisation, dans les luttes et dans la rue. Sarkozy et Fillon ne méritent aucun état de grâce !

LCR 49

Comparaison des résultats en Anjou des législatives 2007 avec les présidentielles 2007 et les législatives 2002

Les trois premières colonnes donnent les résultats en voix et en pourcentages des élections de 2007 dans le 49 : législatives (en haut) et présidentielles (en bas).

Le résultat des législatives 2007 est celui des organisations qui se présentaient sur les 7 circonscriptions du département.

Sur la 4^e colonne en haut, on trouve les résultats globaux en voix et les pourcentages de ces organisations en 2002. Le pourcentage (souligné) des Verts et du MPF est donné pour les 6 circonscriptions où ils se présentaient seuls. Le score de J-M Marchand, qui était encore aux Verts mais soutenu par le PS, a été intégré à celui-ci. Le faible score de l'UMP fut dû en partie à deux candidatures dissidentes de droite.

La 4^e colonne en bas donne, pour les forces politiques présentes aux législatives 2007, le taux de recouvrement des voix obtenues par leurs candidats aux présidentielles 2007 (rapport voix législatives/présidentielles). Ce taux est à comparer au fait que le nombre d'exprimés aux législatives est égal à 70,65% de ce nombre aux présidentielles.

Relativement à 2002 (où la participation fut similaire), tous les partis de gauche reculent au 1^{er} tour des législatives, sauf les Verts et la LCR. Notre progression, réelle et sous-estimée dans les médias, est cependant à relativiser. Même si beaucoup plus d'électeurs ont continué à voter LCR aux législatives en 2007 qu'en 2002, ils ne représentent que 43,1% de ceux qui avaient voté Olivier (au lieu de la moyenne de 70,65%). Peut-être faut-il y voir un effet de notre encore trop faible implantation militante...

	10-juin-07	Législatives	Leg 2002
<i>Inscrits</i>	541774		511769
<i>Votants</i>	338092	62,40%	338598
<i>Exprimés</i>	329646	60,85%	329983
1 UMP	157532	47,79%	39,55%
2 PS/MRG	78718	23,88%	25,92%
3 Modem	38133	11,57%	
4 Verts	12845	3,90%	<u>3,52%</u>
5 LCR	8498	2,58%	1,78%
6 FN	7649	2,32%	6,12%
7 MPF	6097	1,85%	<u>2,70%</u>
8 PCF	4945	1,50%	1,86%
9 LO	4547	1,38%	1,69%
	22-avr-07	Présidentielles	Lég./Prés.
<i>Inscrits</i>	539902		
<i>Votants</i>	474390	87,56%	
<i>Exprimés</i>	466598	86,42%	70,65%
1 Sarkozy	144495	30,97%	109,02%
2 Royal	108443	23,24%	72,59%
3 Bayrou	108245	23,20%	35,23%
4 Le Pen	33201	7,12%	23,04%
5 Villiers	20392	4,37%	29,90%
6 Besancenot	19717	4,23%	43,10%
7 Voynet	8669	1,86%	148,17%
8 Laguiller	6430	1,38%	70,72%
9 Bové	5421	1,16%	
10 Nihous	5229	1,12%	
11 Buffet	4893	1,05%	101,06%
12 Schivardi	1463	0,31%	

Luttons aux côtés des sans-papiers !

On le sait déjà, l'élection le 6 mai 2007 de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République n'est pas vraiment ce qu'on pourrait appeler une bonne nouvelle. Pour les gens de gauche, le monde du travail dans son ensemble, et plus encore pour les précaires. Parmi ceux-là, les sans papiers ont vraiment du souci à se faire.

En effet, ils constituent une cible que Sarkozy adore utiliser. Il l'avait déjà prouvé lors de son long passage au ministère de l'Intérieur où le nombre d'expulsions n'a cessé d'augmenter. La campagne présidentielle lui a permis de développer des thèmes chers à l'extrême droite, en présentant la présence d'étrangers sur le sol français comme un problème, les présentant comme des gens inutiles et vivant de l'assistanat. Il est allé jusqu'à promettre la création d'un ministère de l'Immigration et de l'identité Nationale.

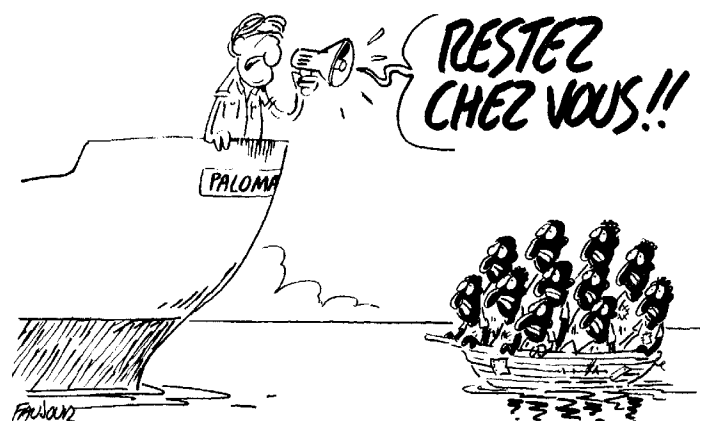
Pour ceux qui en doutaient, Nicolas Sarkozy est un homme qui tient ses promesses. La création de ce ministère aux relents pétainistes a été un des premiers faits marquants de la présidence de Sarkozy. De plus, en le confiant à son fidèle Brice Hortefeux, c'est un peu comme si c'était lui qui détenait les rênes de ce ministère nauséabond. Ce ministère est une véritable machine à expulser les sans papiers. C'est un véritable ministère de la rafle. La culture du résultat s'applique là aussi, puisque c'est l'objectif de 25 000 expulsions et de 125 000 interpellations pour la seule année 2007 qui a été fixée aux préfetures.

Après le durcissement des règles d'entrée sur le territoire français et de régularisation par la réforme du CESEDA (code relatif à l'entrée et au séjour des étrangers) en 2006, Nicolas Sarkozy vient encore de durcir les règles du regroupement familial par exemple, notamment en exigeant que les personnes parlent français avant même d'entrer sur le territoire.

Brice Hortefeux parle d'une politique ferme et humaniste. En effet, les faits parlent d'eux-mêmes. A Toulouse, ce sont deux familles qui ont été placées en centre de rétention alors qu'elles devaient obtenir un logement social dans la semaine. Le 26 mai, des passagers du vol Air France à destination de Bamako ont empêché l'avion de décoller suite à l'embarquement extrêmement violent d'un Malien en cours d'expulsion. Cette semaine, c'est un Marocain de 27 ans qui s'est suicidé au centre de rétention de Bordeaux. A Angers, on a pu assister à l'expulsion musclée de Madame Novraz Boztoprak et de sa fille Elmas. Belle conception de l'humanisme, mais nous n'avons pas la même...

La répression va toucher les sans papiers encore plus durement dans le monde du travail. Des objectifs mensuels précis vont être fixés en matière de répression de l'emploi d'étrangers sans titre. On voit des actions se multiplier ici et là. Actuellement, ce sont les salariés sans papiers du Buffalo Grill de Viry Chatillon dans l'Essonne qui se mobilisent pour empêcher leur expulsion. Ils sont en grève et occupent les locaux. Il y a également eu des luttes à Modeluxe ou à Bonneuil. Et ces expulsions sont d'un caractère purement idéologique et sont dénuées de toute logique financière. A Laval, ce sont des salariés guinéens qui ont été expulsés. Leur patron demande leur retour ; sa productivité a chuté de plus de 10% après leur départ.

KOUCHNER VA BOSSER POUR SARKO



Il faut une réaction d'ampleur face à tout cela, d'autant que la période à venir va être lourde d'actualité. En effet, les vacances scolaires approchant, les expulsions des enfants scolarisés et de leurs familles vont se multiplier, la capacité de réactions des enseignants, des parents d'élèves et du Réseau Education Sans Frontière dont la LCR est partie prenante va se trouver amoindrie. La situation des familles bénéficiant de la circulaire Sarkozy à l'été 2006 n'est pas réglée puisqu'elles se retrouvent de nouveau dans une situation précaire et redeviennent expulsables.

Cette situation est intolérable. Le thème de l'immigration est devenu, pour certains à gauche, un thème dont il ne faut surtout pas parler, qui n'est pas porteur. Or, il est du devoir de la gauche d'oser porter dans l'opinion des thèmes impopulaires, pour faire avancer les idées progressistes. C'est pourquoi, plus que jamais, la LCR exige la liberté de circuler et de s'installer et la régularisation de tous les sans papiers.

François

Nos enfants valent plus que leurs profits !

Depuis la création du Collectif pour la promotion de l'école publique dans les Mauges, les militants de la LCR soutiennent et accompagnent leurs actions. Les acteurs de ce collectif ont profité de la campagne des législatives pour interpeller les candidats de la 6e circonscription à propos de l'ouverture d'un collège public à Beaupréau (rappelons que Jacques Auxiette, président PS du conseil régional, leur a garanti l'ouverture d'un lycée à Beaupréau, mais sous condition que cela soit une cité scolaire ; par ailleurs, des menaces pèsent sur le lycée de Chemillé, notamment de transfert de son personnel).

Le collectif demandait aussi les positions des candidats sur la situation de l'éducation dans les Mauges où plus de la moitié des communes sont dépourvues d'écoles publiques au profit des écoles privées.

Nous lui avons bien entendu répondu qu'à la LCR, nous exigeons que l'argent public ne soit versé qu'aux services publics et que nous serions à ses côtés dans les actions qu'il mènera. En effet, la situation dans les Mauges est inacceptable, la nécessité d'ouvrir des écoles laïques, gratuites, accessibles à tous et toutes est réelle, les chiffres le prouvent. Les collectivités locales ne vont pas dans ce sens, et les enquêtes qu'elles sont censées mener n'aboutissent pas. De fait, elles se font sans réelle publicité et ceux qui y participent se retrouvent montrés du doigt dans leurs villages. Les élections municipales à venir pourront peut-être y remédier...

Aujourd'hui, nous savons que le gouvernement qui vient d'entrer en fonction veut à terme transformer l'éducation en service privé (il commence cet été avec la réforme des universités) et souhaite supprimer un grand nombre de postes de fonctionnaires. Nous allons devoir lutter, enrayer les desseins de ce gouvernement par des actions dans la rue car nous savons qu'il est possible de créer des emplois de fonctionnaires avec l'argent distribué aux industriels de l'armement du CAC 40, 47 milliards d'euros qui pourraient financer 1 million de postes de fonctionnaires à 2000 € nets par mois.

Ne les laissons pas continuer sur ce chemin qui tend à rendre les services publics rentables ! L'éducation est un droit pour tous et toutes, nos enfants doivent pouvoir fréquenter l'école de leur commune disposant d'un enseignement de qualité réalisé par des professeurs fonctionnaires traités et ré-

munérés dignement et sans que nous, parents, ayons à en supporter le coût financier !

Les arguments pour l'ouverture du collège public à Beaupréau ne manquent pas (saturation en effectifs du collège public de Montrevault d'ici 2010, fréquentation des écoles primaires publiques en forte hausse, ouverture du lycée public à Beaupréau, revendications des parents privés d'un collège public de proximité...), néanmoins, le Conseil Général a toujours rechigné à étudier cette question, repoussant la discussion de séance en séance. Les déclarations publiques à la presse de Christophe Béchu, président du Conseil Général, refusant le collège en s'appuyant sur des chiffres tronqués, montrent que les combats les plus importants restent devant nous.



Les candidats aux Législatives (de gauche) avec des membres du Collectif, à Beaupréau le 3 juin. Même le PS était là !

Nous étions présents au rassemblement organisé le 3 juin à Beaupréau qui a réuni environ 200 personnes. Nous étions également aux côtés du collectif le 26 juin pour assister aux délibérations (et tergiversations) du Conseil Général(*). Nous continuerons le combat aux côtés des personnes qui se mobilisent pour défendre et acquérir une éducation publique sur un territoire historiquement conquis par une majorité de droite procléricale et "anti services publics".

Aurore

(*) Soutenu par sa majorité de droite, le président C. Béchu y a proposé de donner un avis favorable à la construction d'un collège public, mais en l'assortissant de conditions sur les effectifs des collèges voisins de façon à différer toute décision budgétaire. Dominique Brossier, représentant de l'extrême droite catholique et élu du canton de Beaupréau, s'est pourtant opposé à cet avis au prétexte qu'il faisait courir le risque d'un dépôt de bilan du collège privé de Beaupréau !

Brèves

Non à la marchandisation du BAC !

Jusqu'à présent, les résultats du BAC étaient affichés le soir-même du jury à la porte des centres d'examen. Les enseignants des lycées viennent d'apprendre que le recteur de Nantes ordonne de différer cette publication jusqu'au lendemain à 8h. Dans un courrier aux chefs de centres d'examens, le recteur invoque l'obligation, en raison d'une « licence nationale signée avec des opérateurs privés », de ne rendre les résultats publics qu'au moment même où les opérateurs privés les font connaître. En pratique, on sait pourtant que les journaux paraissent avant 8h et que la mise en ligne sur Internet sera faite le soir-même, sur site payant ou accompagnée de publicités diverses... C'est donc une véritable marchandisation des résultats du bac que le rectorat organise. Tout s'achète et tout se vend selon les libéraux. Même l'anxiété des élèves et des familles...

Un Chicago boy à l'évêché ?

Un questionnaire de J.-L. Bruguès, évêque d'Angers, est parvenu à nos candidats après les élections. Nous ne nous attendions pas de sa part à un grand progressisme. Nous avons été servis ! En plus d'avancer des positions rétrogrades par rapport à la laïcité, aux mœurs, et aux droits des femmes, ce représentant de Benoît XVI interroge : « *comment comptez-vous favoriser "l'audace économique", seule source créatrice de richesses ?* ». Pour nous, c'est le travail des salariés qui crée les richesses, pas "l'audace" des boursicoteurs. Ce genre de courrier ultra-libéral n'appelle aucune réponse.

Les réponses des candidats de la LCR

A l'occasion des législatives, nos candidats ont heureusement répondu à des questionnaires plus sérieux... On consultera sur le site de la LCR 49, au lien suivant :

http://lcrangers.free.fr/spip/article.php?id_article=152
les réponses à : APTIRA, AVEN 49, Stop déchets, Sortir du Nucléaire, retraités de la CGT de la poste, Collectif pour l'école publique dans les Mauges, Confédération paysanne et FDSEA, habitants de la Roseraie...

Loi sur les universités : une attaque majeure

La loi sur les universités de la ministre Pécresse reprend les dangereux projets du candidat Sarkozy : pouvoir discrétionnaire des Présidents d'université sur le recrutement des personnels et la répartition des services ou primes ; légalisation de la précarité ; financement en partie privé par le biais de fondations ; obligation pour les étudiants d'une pré-inscription en 1^e année à des fins d'orientation et sélection dès l'entrée en 2^e cycle, etc.

C'est une restructuration autoritaire permettant d'accentuer la mise en concurrence des universités, le chantage au financement public et de donner le pouvoir aux fonds privés. Les déclarations de Sarkozy contre les "*filières sans débouchés*" visent en premier les sciences humaines et la culture. Mais en affirmant qu'il veut doubler les filières professionnelles courtes, il s'attaque plus largement aux filières longues, généralistes ou professionnelles, souhaitées par toujours plus d'étudiants. Sa vision de l'université est strictement utilitariste et à court terme. C'est le vieux programme de la Droite : réduire l'offre de formation, le nombre d'étudiants et les coûts.

Le texte de loi a été un électrochoc pour des syndicats des personnels ou étudiants qui, après le 6 mai, s'étaient englués dans une "concertation" factice avec V. Pécresse. Son rejet par le CNESER (boycotté par la FSU) le 22 juin est un premier pas pour une mobilisation d'ampleur à construire cet été et à la rentrée. Loi votée en juillet, abrogée à l'automne ?

Les premières réactions à l'Université d'Angers sont encourageantes : assemblée générale des personnels de 150 personnes à l'appel de l'intersyndicale le 25 juin ; convocation d'AG par les directeurs d'UFR ; réunion des trois conseils convoquée par le président le 3 juillet, à l'occasion de laquelle l'intersyndicale appelle à un rassemblement et déposera une motion condamnant le projet de loi. Ce type de mouvement se produit actuellement dans toutes les universités. Même s'il est douteux que le Gouvernement renonce à faire voter sa loi cet été, cette mobilisation prépare d'ores et déjà la rentrée. Avec les lycéens et les étudiants, cette fois...

QUAND ET OÙ ?



Du vendredi 24 août au soir au
mercredi 29 août 2007 après le
petit déjeuner. A Port Leucate
– près de Perpignan –, dans

le village « Les Carrats », qui donne
directement sur la plage

Pour celles et ceux qui désirent arriver
avant le début des travaux, pour profiter
de la mer, nous consulter...

2007, année électorale, candidature d'Olivier Besancenot
et espoir d'une alternative politique aux partis de la gauche
institutionnelle. L'occasion d'un bilan de cinq années d'at-
taques de la droite, de luttes : bien des raisons de débattre
pour préparer un troisième tour social.

Trois thèmes dominants cette année :

- Situation politique après les élections
- Réflexions sur la démocratie
- Questions stratégiques

Mais aussi...

- Les attaques du capitalisme
- Les alternatives
- Perspectives internationalistes
- Droits des femmes
- Ecosocialisme

Etc. Etc.

*Débats
et fêtes*



Prenez contact avec la LCR 49
pour organiser votre départ ou
votre retour en Maine et Loire

lcr49@hotmail.com - tél.: 02 41 25 19 10

Pour tout contact :
lcr_universite_ete@yahoo.fr

24/08 ➤ 29/08

16^e université d'été



TARIFS PAR PERSONNE

RNM (revenu net mensuel)	▶ Jeunes ou chômeurs sans RNM	▶ RNM pour les Chômeurs <1220 €	▶ RNM entre 1120 € et 1320 €	▶ RNM entre 1320 € et 1520 €
TARIFS	105 €	145 €	165 €	190 €
RNM (revenu net mensuel)	▶ RNM entre 1520 € et 1720 €	▶ RNM entre 1720 € et 2180 €	▶ RNM entre 2180 € et 2590 €	▶ RNM entre 2590 € et 3000 €
TARIFS	220 €	240 €	260 €	280 €
RNM (revenu net mensuel)	▶ RNM entre 3000 € et 3500 €	▶ RNM entre 3500 € et 4000 €		
TARIFS	310 €	360 €		

▶ Bébés de moins de 2 ans : gratuit.

POUR LES PARTICIPANT-ES VENANT AVEC 1 ENFANT :

▶ Pour une personne venant seule avec un enfant, enlever 400 euros
au revenu net mensuel et appliquer le tarif pour l'adulte.

▶ le tarif enfant est toujours de 95 euros jusqu'à 12 ans et 105 euros
après cet âge.

POUR 2 PARTICIPANTS AVEC ENFANTS :

▶ enlever 200 euros sur chaque revenu.